Union Africaine
Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique
ONU FEMMES

Lettre d'information Octobre/2020 Numéro 1

Égalité des Sexes et Autonomisation des Femmes (ESAF) UA, CEA et ONU Femmes

Lettre d'information

DANS CE NUMÉRO

- Au sein du 33eme Sommet de l'Union Africaine
- Autres événements de haut niveau
- À l'occasion de la JIF(Journée International des Femmes) 2020
- Commission de la condition de la femme (CCF) des Nations Unies
- ESAF(Egalite des Sexes et Autonomisation des Femmes) Régionale et réponse au COVID-19
- Nouvelles d'ailleurs

MOT DE BIENVENUE

Chères lectrices, chers lecteurs,

Bienvenue à ce premier numéro de la lettre d'information trimestrielle rédigée conjointement par l'Union Africaine (UA), la Commission Economique pour l'Afrique (CEA) des Nations Unies et ONU Femmes. Nous sommes heureux. de vous présenter cette lettre d'information, qui a vocation à servir de plateforme de partage d'informations permettant de mettre en avant les collaborations multipartites entre différents acteurs visant à accélérer les actions en faveur de l'ESAF en Afrique.

Cette lettre d'information évoquera les bonnes pratiques, les connaissances et les efforts réalisés par la CUA, la CEA et ONU Femmes qui contribuent à garantir la durabilité de l'Égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes (ESAF) en Afrique. La plateforme mettra en évidence les réunions et programmes prévus et introduira les nouveaux cadres politiques, les défenseurs de l'égalité des sexes et les autres parties prenantes qui ont identifié des points de départ à la participation pour une participation et une contribution à l'élaboration de politiques, au suivi et à la mise en œuvre au niveau régional.

Cette année, nous lançons la lettre d'information en publiant deux numéros spéciaux. Ce premier numéro abordera les activités clés menées par les trois institutions durant les deux premiers trimestres 2020.

Nous sommes impatient es de recevoir vos commentaires et questions qui nous permettront d'améliorer les futurs numéros de la lettre d'information.

Bonne lecture !

Au sein du 33eme Sommet de l'Union Africaine

L'UA déclare 2020-2030 comme la Décennie des Femmes Africaines (DFA) pour l'« Inclusion Financière et Economique des Femmes Africaines »

Le Sommet 2020 de l'UA a proposé diverses plateformes et opportunités destinées à permettre aux femmes et aux filles africaines de mobiliser des soutiens et de promouvoir des actions en faveur de la mise en œuvre d'engagements pour l'ESAF. Cela s'est traduit par la déclaration à l'effet que les années 2020 à 2030 constitueraient la nouvelle Décennie pour l'Inclusion Financière et Economique des Femmes. À travers cette déclaration, les dirigeants africains se sont réengagés à accroître les actions en faveur d'une inclusion de genre progressive servant le développement durable au niveau national, régional et continental.

Cette nouvelle déclaration survient à la fin de la DFA (2010-2020) sur l'Approche Locale de l'Égalité des Sexes et de l'Autonomisation des Femmes. Son objectif d'ensemble est que chaque femme puisse travailler, être payée et participer à l'économie de son pays. Pour que ces objectifs se réalisent, les Gouvernements Africains doivent mettre en place des politiques ainsi que des mesures et programmes complémentaires ciblés, tels que des formations en matière d'entrepreneuriat, de gestion d'affaires, de technologie, d'éducation financière, de planification financière et d'investissement, ainsi que de renforcement des compétences, surtout pour les petites entreprises de femmes – autant de formations qui aident les femmes à surmonter les embûches de l'accès aux financements, mais aussi aux informations de marché et aux réseaux. En outre, la CUA souligne que cette étape importante ne pourra pas être atteinte uniquement grâce aux efforts de la commission, mais à travers le travail collectif des sociétés civiles et des instances de défense des droits des femmes.

La CUA-WGDD, l'OSE et l'AWLN organisent une rencontre consultative de haut niveau sur l'ESAF

La direction Femmes, Genre et Développement de la Commission de l'Union Africaine (CUA-WGDD), en collaboration avec le Bureau de l'Envoyée Spéciale pour les Femmes, Paix et Sécurité (OSE) et le Réseau des Femmes Leaders Africaines (AWLN), ainsi qu'avec l'appui de la Bill and Melinda Gates Foundation, a organisé un banquet consultatif de haut niveau et un petit-déjeuner de travail les 7 et 8 février 2020 respectivement.

Cette rencontre réunissait des Chefs d'État et de Gouvernement Africains ainsi que le Président de la Commission de l'Union Africaine, S.E. Moussa Faki Mahamat, le Président sortant de la CUA, S.E. Abdel Fattah el-Sisi, Président de l'Égypte et Président entrant, S.E. Cyril Ramaphosa, Président de l'Afrique du Sud, le Secrétaire Général de l'ONU, S.E. Antonio Guterres, et la Vice-Secrétaire Générale, S.E. Amina J. Mohammed, la Directrice Exécutive d'ONU Femmes, S.E. Phumzile Mlambo-Ngcuka, des Chefs d'État et de Gouvernement, notamment la Présidente de l'Éthiopie, S.E. Sahle-Work Zewde, et le Premier Ministre du Canada, S.E. Justin Trudeau, ainsi que des personnalités du Réseau des Femmes Leaders Africaines (AWLN), telle que S.E. Ellen Johnson Sirleaf, ex-présidente du Liberia et Marraine de l'AWLN. Étaient également présentes d'anciennes Chefs d'État Africaines, des institutions clés chargées de promouvoir l'ESAF, le secteur privé, des femmes dirigeantes dans divers secteurs ainsi que des leaders de la jeunesse, le but de leur présence étant de coordonner des actions innovantes, constructives et coopératives en vue d'accélérer la mise en œuvre d'initiatives qui ont un impact en matière d'égalité des sexes et d'Autonomisation des Femmes.

Un des aboutissements clés de ces rencontres de haut niveau a été la déclaration sur la Décennie des Femmes Africaines 2020-2030, dédiée à l'« Inclusion Financière et Economique des Femmes Africaines », qui a débouché sur l'élaboration de la Déclaration des chefs d'État et de gouvernement. La Déclaration sur les Femmes Africaines a été présentée par S.E. Cyril Ramaphosa à l'Assemblée des chefs d'État et de gouvernement, avant d'être adoptée. En outre, les résultats du Pré-Sommet du 35e GIMAC des OSC, qui s'est tenu les 3 et 4 février, ont aussi été intégrés aux déclarations.

Par ailleurs, l'African Women Leadership Fund (AWLF) a été lancé en collaboration avec la Commission Economique pour l'Afrique (CEA) des Nations Unies. L'AWLF est un fonds d'impact visant à renforcer l'Autonomisation Economique des Femmes en accordant la priorité aux femmes à plusieurs niveaux. Il soutient les gestionnaires de fonds dédiés aux femmes, tout en apportant un appui direct aux entrepreneuses afin de donner aux femmes les moyens d'accéder à des postes dirigeants dans les affaires et l'économie.

Les dirigeants Africains et leur partenaires ont appelé les États Membres de l'UA à mettre rapidement en place des stratégies et des mécanismes garantissant la continuité éducative aux filles et jeunes femmes dans les situations d'urgence

Le 5 février 2020, lors de la 4e édition du Dialogue de haut niveau sur l'Égalité des Sexes et l'Education, les dirigeants africains et leurs partenaires ont appelé tous les États Membres de l'UA à mettre rapidement en place des stratégies et mécanismes garantissant la continuité éducative aux filles et aux jeunes femmes dans les situations

d'urgence.

Cette rencontre d'une journée portait sur le thème « Faire taire les armes à feu pour garantir la sécurité dans les écoles et les acquis d'apprentissage des filles et des femmes en vue du développement de l'Afrique ». Il offrait aux États Membres, aux partenaires de développement et aux OSC l'occasion d'insister sur la nécessité de sécuriser les établissements scolaires et de garantir que les filles et les jeunes femmes aient accès aux systèmes éducatifs et y restent scolarisées, y compris dans des contextes de conflit et de fragilité.

Pour atteindre plus rapidement l'objectif qui est de garantir aux filles des acquis d'apprentissage, les participants ont recommandé la mise en place des politiques incitatives telles que la gratuité de l'éducation, des infrastructures scolaires appropriées, des programmes alternatifs d'éducation, des allocations budgétaires substantielles, des programmes scolaires tenant compte du genre, ainsi que l'accès aux technologies de l'information dans les zones isolées et les situations d'urgence.

Ils ont par ailleurs applaudi l'initiative Tech for All présentée par le Vice-Président exécutif de Huawei Région Afrique du Nord, M. Philippe Wang, dont l'ambition est d'apporter le numérique à chaque personne, domicile et organisation. D'après M. Philippe Wang, « *nous voulons nous assurer que tout le monde puisse bénéficier de technologies numériques, que tout le monde ait sa place dans le monde intelligent de l'avenir* ».

Autres rencontres de haut niveau

Le 10e Congrès de l'OPF s'est tenu sur le thème « Accélérer les actions des femmes africaines en vue d'un développement économique durable dans le contexte de l'Agenda 2030 de l'ONU et de l'Agenda 2063 de l'UA »

Le 10e Congrès de l'Organisation Panafricaine des Femmes (OPF) s'est tenu du 26 au 28 février 2020 à Windhoek en Namibie. Des membres de l'OPF de tout le continent ont assisté au congrès, notamment des femmes ministres, des femmes leaders de partis politiques et des dirigeantes de la branche féminine de partis.

Sur le thème « Accélérer les actions des femmes africaines en vue d'un développement économique durable dans le contexte de l'Agenda 2030 de l'ONU et de l'Agenda 2063 de l'UA », le Gouvernement de la République de Namibie a organisé cette rencontre de trois jours, lors de laquelle le Congrès a adopté une déclaration et des résolutions clés axées sur la paix et la sécurité, les garçons et la jeunesse. Le Congrès a également élu sa nouvelle direction, avec S.E. Eunice Lipinge de la Namibie comme Présidente et S.E Grace Kabayo d'Ouganda comme Secrétaire Générale. Quant à S.E. Assetou Koite, elle a été élue présidente honoraire à vie de l'OPF.

À l'occasion de la JIF 2020

La CUA-WGDD et ONU Femmes, en association avec Ethiopian Airlines, ont organisé le 8 mars 2020 un vol « 100 % femmes »

La CUA-WGDD et ONU Femmes, aux côtés d'Ethiopian Airlines, ont organisé le 8 mars 2020 un vol opéré à 100 % par des femmes pour marquer la Journée Internationale des Femmes et célébrer le 25e Anniversaire de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing.

Ce vol « 100 % femmes » a décollé d'Addis-Abeba le 8 mars 2020 et a atterri le même jour à Washington. Il était opéré uniquement par des femmes, entre autres des pilotes, des hôtesses de l'air, des techniciennes aériennes, des ingénieures, des régulatrices des vols, des contrôleuses de charge et des opératrices de passerelle. Aux célébrations de départ, qui se tenaient le 7 mars 2020, assistaient la présidente de l'Éthiopie, les Representante ONU Femme (AI) pour l'Ethiopie, l'Unioon Africaine et la Commission Economique pour l'Afrique, tandis que la CUA était représentée par la WGDD et le Département des Affaires Sociales (DAS).

Commission de la condition de la femme(CCF) des Nations Unies

Le Rapport d'évaluation pour l'Afrique de la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing éclaire le rapport du Secrétaire Général de l'ONU, 25 ans après leur adoption

La 64e session de la Commission de la condition de la femme (CCF) s'est tenue à New York à l'occasion du 25e anniversaire de la 4e Conférence mondiale sur les femmes de Beijing en 1995, afin d'effectuer un examen de la mise en œuvre du Programme d'action de Beijing (PAB) et une évaluation des difficultés et des lacunes actuelles qui affectent cette mise en œuvre.

La rencontre remaniée de la 64e session de la CCF, qui s'est tenue le 9 mars 2020, a donné l'occasion d'intégrer le Rapport d'évaluation pour Afrique de la mise en œuvre du PAB 25 ans après son adoption (Rapport d'évaluation Afrique Beijing + 25) dans celui du Secrétaire Général de l'ONU sur l'évaluation Beijing + 25. Certains aspects de la déclaration politique de l'Afrique ont été inclus dans la Déclaration politique finale de l'ONU sur Beijing + 25 qui a été adoptée lors de la session.

L'Envoyée de l'UA pour la Jeunesse, en collaboration avec la CUA- WGDD, a lancé le blog des Jeunes Féministes Africaines « Sauti صوتي »

L'UA, via le Bureau de son Envoyée pour la jeunesse et en collaboration avec la WGDD, a créé le **blog des Jeunes Féministes Africaines « Sauti صوتي »**. Cette plateforme, la première du genre au sein de l'UA, vise à réagir à l'impact multidimensionnel de la pandémie de COVID-19 en utilisant un support capable d'amplifier les voix des jeunes femmes africaines du continent et de la diaspora.

Ce blog annuel a été lancé à l'occasion de la Journée internationale des femmes, le 8 mars 2020, puis lancé à nouveau en mai, pour coïncider avec la pandémie de COVID-19, en appelant les jeunes femmes de toute l'Afrique et de la diaspora à y publier leurs récits, sous forme de textes, d'images ou de documents audio et vidéo, afin de mieux faire connaître leurs innovations et leur impact sur la communauté. Les récits gagnants qui ont été sélectionnés ne seront pas seulement publiés sur le site de l'UA, mais feront aussi partie d'un recueil qui sera disponible en version numérique aussi bien que sur support papier. Ce projet a également été réalisé grâce à l'appui de la Fondation du Fonds d'investissement pour l'enfance et du Forum des éducatrices africaines.

Egalite des Sexes et Autonomisation des Femmes (ESAF) régionale et réponse au COVID-19

L'UA a organisé une série de webinaires afin de veiller à ce que l'ESAF soit intégrée dans la réponse au COVID-19

En juin 2020, l'AWLN a organisé une consultation virtuelle pour mieux comprendre l'impact de la pandémie de COVID-19 sur les femmes en Afrique et pour partager ses connaissances et ses initiatives, documentant ainsi l'élaboration de scénarios et l'orienter des réponses au niveau des politiques et des mesures à prendre, que ce soit actuellement ou lors de la période de rétablissement. La rencontre a été animée par les membres de l'AWLN qui l'avaient organisée, par Bineta Diop, l'Envoyée Spéciale de l'UA pour les femmes, Paix et Sécurité, ainsi que par la Dre Phumzile Mlambo-Ngcuka, Secrétaire Générale adjointe de l'ONU et Directrice Exécutive et d'ONU Femmes.

La CUA, aux côtés de l'ALWN, a organisé une série de rencontres virtuelles consultatives avec diverses parties prenantes afin de promouvoir l'intégration de l'ESAF et l'inclusion des femmes dans les ripostes au COVID-19. Parmi les diverses réunions qui se sont tenues, on peut citer la rencontre consultative organisée pour les départements de la CUA le 23 avril 2020, lors de laquelle a été présenté le « Document-cadre relatif à l'impact du COVID-19 sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes : Lignes directrices de l'Union Africaine pour l'adoption de réponses tenant compte de la dimension de genre face à la pandémie de COVID-19 ». Un aboutissement important de la réunion a été l'intégration des perspectives de genre et la participation des femmes aux stratégies de lutte des départements contre le COVID-19.

24 avril 2020

Le 24 avril 2020, le Bureau du Comité Technique Spécialisé (CTS) sur l'ESAF s'est réuni pour évoquer « l'impact du COVID-19 sur l'égalité des sexes et l'Autonomisation des Femmes ». Il a adopté les *Lignes directrices pour l'adoption de réponses tenant compte de la dimension de genre face à la pandémie de COVID-19* et a appelé à une réunion de tous les ministres de l'UA chargés des affaires relatives au genre et aux femmes. Cette réunion a été suivie, le 29 avril, d'un webinaire sur le même thème organisé par les ministres chargés du genre, lors duquel les Lignes directrices ont été présentées puis adoptées.

7 mai 2020

Le jeudi 7 mai 2020, des ministres africaines des Affaires étrangères, des Relations internationales et de la Coopération ont organisé un webinaire placé sous la coprésidence de S.E. le Dr Naledi Pandor, ministre des Relations internationales et de la Coopération de la République d'Afrique du Sud, et de S.E. l'Ambassadrice Raychelle Awour Omamo, Ministre des Affaires Etrangères de la République du Kenya, et animé par l'Envoyée Spéciale de la CUA pour les Femmes, Paix et Sécurité. Cette rencontre a débattu de la réponse de l'Afrique face à la pandémie de COVID-19, avec l'objectif de se concentrer particulièrement sur le leadership féminin.

12 mai 2020

Un webinaire ministériel organisé en collaboration avec ONU Femmes s'est également tenu le 12 mai sur le thème « Réponse et rétablissement face au COVID-19 : un cadre tenant compte du genre ». La rencontre inaugurale des Ministres Africains chargés des affaires relatives au genre et aux femmes, sur le thème « Réponse et rétablissement face au COVID-19 : un cadre tenant compte du genre », était coprésidée par la Directrice Exécutive d'ONU Femmes, Phumzile Mlambo-Ngcuka, et par S.E. Mme Béatrice Lomeya Atilite, Présidente du CTS de l'UA sur l'ESAF. Elle a mis l'accent sur les moyens d'atténuer les impacts du COVID-19 sur les femmes et les filles africaines.

Cette rencontre a procuré l'occasion de discuter des principaux enseignements tirés et des bonnes pratiques en matière de gestion et d'atténuation des crises tenant compte du genre. Les ministres qui participaient à cette rencontre virtuelle de haut niveau ont cherché à s'attaquer aux difficultés que rencontrent les femmes et les filles en Afrique en raison de la pandémie, tout en documentant la planification et le financement de la réponse et du rétablissement face à cette pandémie, afin de mieux lutter contre son impact disproportionné sur les femmes et les filles du continent. Les ministres ont par ailleurs évalué

leurs efforts dans la mise en œuvre des lignes directrices de l'UA sur les réponses au COVID-19 tenant compte du genre, débattant de ce qui marchait et de ce qui ne marchait pas, des lacunes restantes, des menaces émergentes et des moyens de dynamiser les actions.

14 juillet 2020

Le 14 juillet 2020, la WGDD et le GIMAC ont co-organisé un webinaire réunissant des OSC de tout le continent. Cette rencontre a permis d'observer que la pandémie de COVID-19 continuait à accentuer les inégalités entre hommes et femmes et avait affecté les acquis réalisés en faveur de l'ESAF. Abordant divers points comme l'économie, les moyens de subsistance, la protection sociale, la paix et la sécurité, les participants ont fait remarquer que les impacts du COVID-19 étaient exacerbés, pour les femmes et les filles, simplement en raison de leur genre.

La rencontre a mis en évidence le fait qu'une des difficultés les plus éprouvantes qu'ont rencontrées les femmes et les filles lors de la pandémie de COVID-19 était leur plus grande exposition à la violence sexuelle basée sur le genre (VSBG), aux violences de la part de leur partenaire intime et aux abus. Ces actes ont été exacerbés par le confinement, qui a entraîné une réduction de la mobilité des femmes et des filles. Les participants ont par ailleurs souligné que l'impact de la fermeture des frontières et du confinement sur toute la chaîne d'approvisionnement industriel ont exposé encore davantage les femmes aux pertes de revenu. De plus, il a été observé une charge de travail accrue, celle des soins non rémunérés qu'elles dispensent, en plus de l'impact que le COVID-19 a eu sur la santé mentale et physique des travailleuses médicales et des employées situées en première ligne.

La rencontre s'est conclue par l'adoption de la Déclaration de la société civile et a insisté sur le fait qu'une coordination efficace entre les États membres de l'UA et les OSC était cruciale pour faire en sorte que les institutions et les gouvernements mettent en œuvre leurs engagements envers l'ESAF.

Le Centre international de l'UA pour l'éducation des filles et des femmes en Afrique (UA-CIEFFA) a organisé deux webinaires sur l' « Atténuation de l'impact de la pandémie de COVID-19 sur l'éducation des filles et des femmes en Afrique »

L'UA-CIEFFA a organisé deux webinaires les 7 et 20 mai sur le thème « Atténuer l'impact de la pandémie de COVID-19 sur l'éducation des filles et des femmes en Afrique ». Les deux webinaires se sont tenues respectivement en anglais et en français, avec la participation d'experts des ministères chargés des affaires d'éducation et de genre de la Sierra Leone, de l'Ouganda, du Soudan du Sud, de la République centrafricaine et de la Côte d'Ivoire, qui tous ont fait part de l'impact du COVID-19 sur l'enseignement et des stratégies employées dans leurs pays respectifs afin de favoriser la continuité de l'apprentissage des élèves, notamment des filles.

Parmi les autres intervenants à ces webinaires figuraient ceux de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (UNESCO), du Partenariat Mondial pour l'Education (GPE), du Forum des Educatrices Africaines (FAWE), du Réseau Africain de Campagne pour l'Education pour tous (ANCEFA), des chefs traditionnels et religieux ainsi que des anciens des programmes jeunesse de l'AU-CIEFFA.

Les intervenants ont abordé les mesures de lutte qu'ils mettaient en place pour minimiser l'impact sur les apprenants des fermetures d'établissements scolaires en raison de la COVID-19, notamment l'utilisation de médias traditionnels comme la radio, la télévision et les journaux afin de dispenser l'enseignement aux élèves, le lancement de plateformes d'apprentissage destinées aux élèves et le fait de donner la priorité aux questions liées aux genre Lors de l'élaboration du cadre national de lutte contre la pandémie.

Les webinaires ont mis en lumière trois sujets d'inquiétude majeurs : la vulnérabilité accrue des filles vis-à-vis de la VSGB avec la fermeture des établissements scolaires au niveau national, l'augmentation du risque que les filles ne retournent pas en classe une fois le confinement levé, le creusement du fossé numérique entre riches et pauvres, et celui existant entre les sexes, depuis le début de la fermeture.

Système de l'ONU luttant contre les taux accrus de violence à l'égard des femmes et des filles : Une stratégie d'engagement politique sur la VBG et le COVID-19

Étant donné l'urgence croissante de la lutte contre la violence basée

sur le genre (VBG) dans le contexte de la COVID-19, et considérant le contexte des rapports de plus en plus alarmants, les systèmes de l'ONU ont décidé d'intensifier leurs efforts, en particulier pour : premièrement, concevoir une stratégie d'engagement politique pour que les hauts dirigeants mobilisent des personnes influentes à tous les niveaux et insufflent les changements sociaux et culturels nécessaires pour lutter contre la VBG.

Deuxièmement, veiller à ce que le plaidoyer contre la VBG soit fondé sur des preuves, grâce à une meilleure utilisation des données massives (big data) et à des enquêtes d'évaluation rapides. Et finalement, renforcer les OSC défendant les droits des femmes, en tant que partenaires à part entière du travail de réponse et de rétablissement face au COVID-19.

La note d'orientation de la CEA met en lumière les systèmes de santé et de bien-être accessibles aux femmes lors de la pandémie de COVID-19

La Commission Economique pour l'Afrique (CEA) a émis une nouvelle note d'orientation intitulée « Les effets sexospécifiques des urgences sanitaires : Les effets de l'épidémie de COVID-19 sur le bien-être des femmes ». Cette note d'orientation constitue l'aboutissement d'un travail approfondi de la CEA sur l'impact économique de la COVID-19, démontrant que l'existence d'un bon système de santé réduit la charge sanitaire pesant sur les foyers, en particulier sur les femmes, qui assurent la plus grande partie des activités non rémunérées au domicile, notamment les soins aux malades.

La Directrice de la Division Genre, Pauvreté et Politiques Sociales de la CEA, Thoko Ruzvidzo, qui a rédigé la note, déclare que *« les pays africains doivent également considérer les mérites de la décentralisation de leurs services de santé pour améliorer la capacité de riposte sanitaire au niveau local, tirer des enseignements de la crise d'Ébola, et maintenir les services de soins de santé, y compris les services de santé sexuelle et génésique. »*

Les pays africains doivent faire davantage d'efforts pour améliorer les systèmes de santé fragiles du continent, en vue de mieux gérer les pandémies comme le coronavirus, qui a infecté des dizaines de milliers de personnes en quelques semaines dans 52 pays, entraînant 533 décès dans les premières semaines après son arrivée sur le continent.

Nouvelles d'ailleurs

La CUA, l'ONU et l'UE ont signé un programme régional historique de 40 millions USD pour éliminer toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles en Afrique

La CUA, l'ONU et l'Union Européenne (UE) ont signé le 27 avril un document de programme régional pour Afrique de 3 ans dans le cadre de l'Initiative Spotlight. Ce programme régional historique de l'Initiative Spotlight, doté de 40 millions USD, se concentre sur le renforcement de la législation et des politiques des États membres dans les zones spécifiées, sur la production de données de qualité et fiables et sur le soutien apporté aux mouvements de femmes et aux OSC concernées. Cette initiative visera à l'élimination de toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles, y compris les pratiques nocives comme la mutilation génitale féminine (MGF) et le mariage précoce.

L'initiative est financée par l'UE, tandis que sa conception et sa mise en œuvre sont guidées par l'Agenda 2063 de l'UA, les priorités de l'Agenda 2030 du développement durable, le Protocole de la Charte Africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits des femmes en Afrique (Protocole de Maputo) et le Plan d'action de Maputo pour le passage à la phase opérationnelle du cadre continental des politiques en faveur de la santé et des droits sexuels et procréatifs, ainsi que d'autres instruments régionaux majeurs.

Liens utiles

- 7 actions possibles - droits des femmes et COVID-19 : une fiche d'information proposant des actions qui pourraient être prises pour réduire le risque que des femmes et des filles soient laissées pour compte en raison de la pandémie.
- Nous sommes la Génération Égalité #IWD2020 : Un documentaire de la CEA pour célébrer la JIF 2020
- L'UA et l'ONU lancent le livre Elle se bat pour la paix, rendant hommage et célébrant des femmes et des filles remarquables qui ont fait progresser de façon exceptionnelle la cause des femmes, de la paix et de la sécurité en Afrique.
- L'UA-CIEFFA lance le Recueil des instruments juridiques régionaux et internationaux relatifs à l'éducation des filles et des femmes et du suivi de l'application de ces instruments

CRÉDITS

Publié par :

L'Union Africaine (UA), la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) et l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'Autonomisation des Femmes (ONU Femmes).

Mis en œuvre par :

L'Union Africaine, Direction Femmes, Genre et Développement, Addis-Abeba, Éthiopie, www.au.int/fr

Contact : Ilwad Elmi Mohamed, ELMIMOHAMEDI@africa-union.org

Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique, Centre Africain pour le Genre, Addis-Abeba, Éthiopie, www.uneca.org/fr

Contact : Syed T. Ahmed, syed.t.ahmed@un.org

ONU Femmes, Bureau de Liaison avec l'UA et la CEA, Addis-Abeba, Éthiopie, www.unwomen.org/fr/

Contact : Dukaye Amare Mergia, dukaye.mergia@unwomen.org

Conception graphique :

Chong Liu (ONU Femmes) chong.liu@unwomen.org

Photos et infographies :

Page de couverture : UN Women/ Ryan Brown ;
p.3 : de haut en bas, Réseau des Femmes Leaders Africaines (AWLN) avec le soutien de l'UA et d'ONU Femmes ; Commission de l'Union Africaine.
p.4 : Commission de l'Union Africaine.
p.5 : de haut en bas, Commission de l'Union Africaine ; ONU Femmes